

APRÈS CINQ MOIS D'INCARCÉRATION

Le général Benhadid devant le juge d'instruction

Cinq mois après son incarcération à la prison d'El-Harrach, le général Benhadid a été finalement entendu hier par le juge d'instruction du tribunal d'Alger. Cette démarche constitue l'une des principales revendications du général qui a ainsi pu s'exprimer sur les propos qui ont conduit à sa détention.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Selon M^e Mecheri, l'un des avocats du collectif de défense «s'est expliqué dans le calme et le respect» sur le contenu de l'entretien livré à Maghreb Emergence et dans lequel il s'en prenait de manière sévère aux principaux responsables du pays qu'il accusait notamment de vouloir mener le pays à la faillite.

Les avocats avaient auparavant introduit une demande pour que soit également entendu le directeur de la radio à laquelle avait été livrée l'interview mais la démarche est restée sans réponse. Le témoin n'a pas été convoqué comme l'espérait le collectif alors qu'il constitue «un élément important» de l'affaire. Toutefois, le passage de Benhadid devant le juge d'instruction est un pas important dans la gestion du dossier du moment qu'il constitue l'une des revendications principales du prévenu.

Pour faire valoir ses droits, ce dernier avait même été contraint de procéder à une grève de la faim qu'il a dû suspendre au bout de quinze jours sur insistance de ses avocats qui évoquaient alors une sérieuse dégradation de la santé du prévenu.

Âgé de 73 ans, le général Benhadid est atteint de plusieurs maladies qui n'ont fait que s'aggraver durant son incarcération.

A l'évidence, on assiste aujourd'hui à une accélération dans le traitement de cette affaire. Son passage hier matin devant le juge d'instruction intervient en effet quelques jours seulement après un transfert d'une demi-journée à l'hôpital Mustapha où le prévenu a subi de nombreux examens approfondis destinés à dresser un bilan complet de son état de santé. Son passage à l'hôpital faisait suite à la visite d'un profes-



Le général Benhadid.

seur en médecine à El-Harrach, chargé lui aussi d'établir un rapport sur l'état général du prévenu. Tous ces faits interviennent après un long silence qui aura duré cinq mois.

Même durant sa grève de la faim, les autorités étaient restées silencieuses sur le dossier. Aucun contact, même informel, n'a été entrepris avec le général.

Ses avocats enregistrent cependant avec satisfaction l'évolution de l'affaire dans le sens du droit et gardent l'espoir d'assister à une possible libération provisoire de leur client dont le seul tort est d'avoir livré son opinion sur la situation dans le pays.

A. C.

LE PROJET DE LOI RELATIVE À LA NORMALISATION
PRÉSENTÉ À L'APN

L'indifférence des députés

Ils étaient peu nombreux, à peine une cinquantaine de députés à daigner se présenter à l'hémicycle parlementaire, hier lundi, pour «débatte» du projet de loi modifiant et complétant la loi 04-04 relative à la normalisation.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Pourtant, ledit projet est d'une extrême importance, en ce sens qu'il objecte d'accroître la protection de la santé des consommateurs et la préservation de l'environnement en sus de la protection de la production nationale et de régulation du marché. Sauf que les interventions ont été pour leur majorité, comme de coutume, génériques, surfant sur le texte.

Un texte qui maintient tous les acquis, notamment ceux qui ont

normes et des procédures d'évaluation de la conformité».

Le texte ouvre l'activité de la normalisation à des intervenants qualifiés dont des privés, homologués par les autorités habilitées afin de couvrir l'importante demande de certification de biens et de services.

Ceci à la faveur de la suppression de l'article 22 de la loi de 2004 qui confère exclusivement la gestion de la certification obligatoire, liée au marquage, à l'Institut algérien de normalisation (lanor).

Une nouveauté qui suscite les réserves des députés du PT pour qui, comme le soulignera l'un d'eux, Ramdhane Taâzibt, le sec-

teur privé n'est pas à même d'assurer ces missions de normalisation dont les laboratoires, ajoutera-t-il, sont «insuffisants».

Pour Naâmane Laouer, de l'alliance de l'Algérie verte, le problème se pose au niveau de l'application du texte qui nécessite une «volonté politique», mettant le doigt sur la qualité plus que douteuse de bien d'équipements médicaux importés comme les scanners, les réactifs et autres.

Et au député Vert d'évoquer la nécessité d'une normalisation halal comme cela est le cas, selon lui, de par nombre de pays musulmans.

M. K.

EXAMENS DE FIN D'ANNÉE, CONCOURS DE RECRUTEMENT,
NOUVEAUX PROGRAMMES DE DEUXIÈME GÉNÉRATION...

Benghebrit donne ses directives

Le chantier de la modernisation de l'école a commencé. Les élèves de la première année primaire et de la deuxième année moyenne auront leurs nouveaux livres uniques de deuxième génération à partir de la rentrée prochaine. La ministre de l'Education nationale qui s'est réunie, hier, avec les directeurs de l'éducation pour une journée d'étude sur les nouveaux programmes a donné ses directives pour la réussite des examens de fin d'année et du concours de recrutement.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La réforme de l'école a commencé et de nouveaux programmes vont être appliqués à partir de la rentrée prochaine.

La démarche commence graduellement et concernera, en première étape, les ouvrages de la première année primaire et de la deuxième année moyenne. «Nous allons passer de la quantité à la qualité», promet la ministre de l'Education. Selon elle, la vision classique des programmes axés sur la transmission du contenu national devra être dépassée en faveur du développement intégral de l'apprenant en termes de connaissances, d'attitudes, de valeur et de compétences solides et pertinentes. Le ministère de l'Education souligne que le contenu des nouveaux programmes, dits de deuxième génération, sera à 80% issu du patrimoine et de l'identité nationaux contre 2% actuellement. Par ailleurs, la ministre de

l'Education nationale s'est réunie, hier, avec les directeurs de l'éducation pour expliquer sa nouvelle démarche et les rendez-vous «importants» qui attendent le secteur. D'abord, dit-elle, les examens nationaux de fin d'année mais aussi le concours de recrutement. «Je ne tolérerai aucune négligence, j'attends que vous soyez à la hauteur et mettiez tous les moyens pour la réussite de ce concours», a-t-elle instruit. Les inscriptions électroniques pour le concours de plus de 28 000 enseignants seront ouvertes à partir du 28 mars et jusqu'au 17 avril sur le site de l'Onec, «Office national des examens et concours».

Le ministère de l'Education publiera aujourd'hui sur son site les diplômes autorisés à passer le concours. Les contractuels, dit-elle, doivent avoir confiance en leurs compétences car leur expérience dans l'enseignement sera certainement un grand appui pour eux. Ces derniers exi-



Benghebrit explique sa nouvelle démarche.

gent que l'expérience soit prise en compte lors de ce concours. Une requête non acceptée par le ministère de l'Education.

Benghebrit qualifie, par ailleurs, de «grossier et d'insultant» la rumeur sur le recours à des experts étrangers pour réviser les programmes scolaires. Cependant, il est normal, dit-elle, d'établir une collaboration avec des experts dans un cadre bilatéral ou multilatéral dans l'objectif de tirer profit de l'expertise étrangère en matière de formation des enseignants et inspecteurs. La ministre de l'Education a annon-

cé également une réunion avec le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique concernant les Ecoles normales de l'enseignement (ENS). «Le nombre des diplômés est insuffisant, nous devons savoir combien d'écoles faut-il encore ouvrir et définir les spécialités en vue d'adapter le nombre de diplômés des Ecoles normales supérieures aux besoins du secteur jusqu'en 2030 pour procéder à des recrutements directs», a souligné la ministre de l'Education.

S. A.

LE BONJOUR DU SOIR
Qui provoque
qui ?

Suite de la page Une

Partout, j'ai vu un printemps qui refuse de s'habiller aux couleurs funestes de la révolution contrefaite. Franchement, croyez-vous aux histoires de ces «révolutions» nourries et applaudies par la réaction arabe et l'impérialisme ?

Non, le peuple algérien ne succombera pas aux chants des sirènes ! Il est en colère, je l'ai senti, mais il ne répondra pas à l'appel des traîtres et des ennemis de toujours ! De ce côté, je suis tranquille ! Par contre, ceux qui peuvent faire exploser ce pays, ce sont les gens du... pouvoir et notamment certains noms passés maîtres dans l'art de la provocation ! Et en premier ce Saâdani qui dépasse les bornes. Sa dernière sortie – l'amnistie – est un coup de trop, après tous les autres coups de trop, qui montre à l'évidence que les marionnettistes qui l'agitent n'ont pas bien planifié leurs plans et qu'ils font parfois dans l'improvisation. En retard d'une guerre, ils essayent chaque fois de corriger le tir en accumulant les bêtises. Et ça, mes frères, ça ne peut être du Bouteflika car l'homme sait où il va et où mettre les pieds. Une amnistie ? Il l'aurait annoncée dans l'un de ses nombreux – trop nombreux – messages qu'il nous adresse périodiquement.

Où voulez-vous mener ce pays, si Ammar ?

farahmadaure@gmail.com